Section 89

Flash infos Spécial NRP

La DG annonce la suite du NRP pour reprendre la casse de nos territoires et de nos services !

Les documents du Comité Social Administratif de Réseau communiqués aux organisations syndicales le 22 juin contiennent une fiche intitulée *"Adaptation du réseau territorial 2027-2030"*.

On le craignait autant qu'on s'y attendait, les fermetures de services vont reprendre dès le 1er janvier 2027. Toutes les infos en notre possession sont dans le flash ci-dessous :

« *Dans le cadre de la mise en place du Nouveau Réseau de Proximité, la DGFiP s 'est engagée auprès des représentants du personnel, des agents et des élus locaux à stabiliser son réseau territorial jusqu'au 31 décembre 2026.*
À l'approche de cette date, des opérations ciblées d'adaptation du réseau territorial ont été identifiées, pour tenir compte notamment des difficultés d'attractivité et d'empreinte immobilière.
Des critères ont été définis permettant de les envisager, en 2027 ou ultérieurement. »
Ainsi débute la fiche intitulée « *Adaptation du réseau territorial 2027-2030* » que la DG a communiquée aux organisations syndicales pour le CSA de Réseau du 2 juillet 2026.
Le dépeçage peut reprendre...
« *L'ancrage territorial de la DGFiP sera conforté au cours des prochaines années...* »

Admirez la langue de bois et le cynisme :
La fiche énonce d'abord les chiffres :

- 2 807 services au 31/12/2026,
- 5 100 points de contact (1 700 services DGFiP ouverts au public, environ 430 permanences en mairie, près de 2 980 France services et antennes),
- 16 000 buralistes assurant le paiement de proximité,
- 911 Conseillers aux Décideurs Locaux (CDL).

Elle enchaîne sur le satisfecit : 93% des élus satisfaits des CDL, 88% satisfaits des SGC et 93% satisfaits des Trésoreries Hospitalières ; la DGFiP, premier partenaire des France services ; la DGFiP en tête des services publics avec 82% d'usagers satisfaits.

Et la conclusion que seul un énarque est capable d'énoncer :
« *Cette organisation est ainsi globalement confortée. Afin de continuer à répondre aux attentes des usagers, il est nécessaire de permettre au réseau territorial de s'adapter au cours des prochaines années.* »

Et voilà, comme ça fonctionne encore trop bien, la DG décide de poursuivre le massacre. Mais rassurez-vous, les opérations identifiées « … *ne visent pas à générer de nouveaux gains en emplois, ni à redéfinir les principes de l'implantation de la DGFiP... Ainsi, dans certains départements, aucune évolution n'est identifiée...* »
Emplois : oui, on supprime d'abord, puis on dit que la structure, trop petite, n'est pas viable, et on ferme… on a déjà entendu ça.

Implantations : rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme… en France services… Là encore, c'est du déjà-vu.
Pas tous en même temps : ben oui, diviser pour mieux régner, si on peut s'éviter une grève massive…
« *Un ajustement limité qui doit permettre aux directions d'adapter leur organisation à la réalité du terrain là où c'est nécessaire* »

Concrètement, pour l'année 2027, la DG « envisage » un peu plus de 130 fermetures de services et antennes : une cinquantaine de postes comptables incluant 5 SIP ; une soixantaine d'antennes ; une trentaine de services administratifs. Durant cette même année, une trentaine de services seront créés.
Parmi les fermetures et changements d'implantations envisagés en 2027 : 35% vont concerner des structures de 5 emplois et moins ; 60% vont concerner des structures de 10 emplois et moins ; plus de 75% des structures de 15 emplois et moins.

Au total, d'ici 2030, de l'ordre de 330 fermetures et une trentaine de changements d'implantations de structures comptables et administratives à l'étude pourraient être soumises à la concertation au cours des prochaines années… ainsi qu'une cinquantaine de créations.

« *Un accompagnement RH spécifique pour les personnels concernés sera mis en place* » !!!

L'Observatoire interne, on en parle ?
La DG indique qu'en 2022 et 2023, 56% des agents déclaraient que « *le rythme du changement au sein de ma direction me semble aujourd'hui trop rapide* ». Ce taux a ensuite décliné d'année en année, jusqu'à atteindre un taux de 36 % en 2026.
Du coup, les fermetures peuvent reprendre… La fatigue (33% des agents) ? Les agents désabusés (32 % des agents) ? A priori, quantités négligeables aux yeux de la DG !
Les Risques Psycho Sociaux (RPS) liés à la mobilité forcée ? Notre « *bienveillante administration* » nous assure d'un suivi RH sans faille (emplois conservés, agents repositionnés, priorités légales pour les mutations) et rappelle qu'il y aura des primes pour tous les agents impactés.

« *Une adaptation du réseau qui fera l'objet d'un dialogue social tant au niveau national qu'au niveau local* »...
Pour les opérations prévues en 2027, les Préfets ont d'ores-et-déjà rendu un avis favorable (avis simple requis en cas de fermeture ou changement d'implantation). Les directions concernées sont déjà au courant ! Pour ce qui est d'informer les organisations syndicales et les agents, tout dépendra de la qualité du dialogue social local. Quoi qu'il en soit, les CSAL et les FS seront réunies pour avis.
Pour les opérations prévues entre 2028 et 2030, la DG précise qu'un dialogue social informel et une présentation en CSAL seront organisés d'ici début 2027 afin de « *donner de la visibilité sur les opérations qui peuvent à ce jour être envisagées* »… La formule est suffisamment vague et renvoie à l'état du dialogue social local.
Pour les directions territoriales pour lesquelles aucune opération n'est identifiée à ce jour, une information sera effectuée auprès des représentants du personnel.

… Et qu'en est-il dans nos Directions ?

Dans un dialogue social difficile, nos équipes s'efforceront d'interpeller l'administration pour assurer la transparence que méritent ces enjeux !
Dès que nous en saurons plus, *Solidaires Finances Publiques* vous tiendra informé.

A ce stade, nous sommes stupéfaits de voir de telles annonces envisagées sans aucun dialogue local, sans aucune discussion avec les collectivités locales.
Si notre DG veut creuser les tensions des territoires et des populations abandonnées par notre administration, elle aura une responsabilité absolue dans la crise démocratique et sociale en cours par la poursuite de l'abandon des territoires et des usagers !